Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

ÉVALUATION DU CHÔMAGE :

LA GRANDE TAMBOUILLE

Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Et voilà que la question de l'évaluation du chômage dans notre pays occupe, une nouvelle fois, la rue de la conjoncture économique et, par déjà cette question, c'est tout le dossier de l'information économique et de la production des statistiques, problème lancinant s'il en est, qui interpelle nos décideurs et nos policy-makers.

Jusqu'à quand allons-nous assister à cet pataquès («khallouta» chez nous !) au sein même de l'exécutif sur l'évaluation de la situation économique et sociale du pays ? Jusqu'à quand allons-nous assister à un pilotage «pifométrique» de l'économie nationale alors même que statisticiens qualifiés, économistes de talent, informaticiens de haut niveau sont disponibles dans le pays et comme on dit «ici et maintenant» ?! Et que l'on ne nous invoque pas encore une fois, quelque gueguère politique ou je ne sais quelle autre baliverne pour tenter de justifier l'injustifiable. Ce «coup de gueule» étant lâché, de quoi s'agit-il ?

Il y a quelques semaines, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale annonçait pour 2007, en prévision de clôture, un taux de chômage de l'ordre de 10%. Quelques jours plus tard, le délégué au plan, dans une communication en Conseil de gouvernement, annonçait, toujours en prévision de clôture pour 2007, un taux de chômage de quelque 11,2%. Et voilà que l'ONS rend publics les résultats de son enquête «emploi auprès des ménages» réalisée durant le dernier trimestre 2007.

Le taux de chômage est de 13,8%. Il était, toujours selon la même source ONS, de 12,3% en 2006.

En admettant les résultats de l'ONS, les chiffres sont sans équivoque : le chômage a augmenté !? Que nous apprennent d'autre ces derniers résultats ?

En 2007, le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion des occupés sur l'ensemble de la population en âge de travailler (16-59 ans), est de 35,3%. Les salariés représentent 33,8% du total des occupés.

Parmi ces salariés, il y a bien évidemment les salariés temporaires.

L'emploi non permanent, c'est-à-dire instable et précaire qui comprend les contrats à durée déterminée, les apprentis et les aides familiaux représente 36,9% du total des occupés.

Il s'agit, pour l'essentiel, d'emplois aidés, financés par la dépense publique. Nous sommes ici en plein traitement social du chômage.

Bien évidemment, lorsque l'Etat ne pourra plus financer ces emplois, c'est-à-dire lorsque la fiscalité pétrolière, actuellement bien prospère, sera d'un niveau plus faible, tous ces emplois seront menacés. Sont directement concernés ici quelque 3 169 500 personnes.

Enfin, l'essentiel de l'emploi se situe dans les secteurs du commerce, des services et de l'administration qui occupent à eux trois, 56,7% de l'emploi.

L'agriculture fournit 13,6% de l'emploi, l'industrie 12% et le BTP 17%.

L'essentiel des emplois créés sont des emplois d'attente financés par l'Etat. Nous savons en effet que depuis plus de dis ans des dispositifs de soutien public à l'emploi aident l'Etat à gérer le chômage.

- Emploi salarié d'initiative locale (ESIL).
- Contrats de pré-emploi pour les diplômés du supérieur chômage (CPE).
- Activités d'intérêt général (AIG) ou filet social.
- Travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP HIMO).
- Emplois des jeunes (ANSEJ).

Ces dispositifs ont permis sur les neuf premiers mois de 2007 le placement de 497 000 jeunes mais il s'agit là d'emplois temporaires, à durée déterminée, c'est-à-dire des dispositifs de traitement social du chômage financé par la dépense publique et non inséré productivement dans l'économie nationale, emplois éphémères s'il en est.

Qu'en est-il du chômage ?

Le chômeur est une personne âgée de 16 à 59 ans, non pourvue d'un travail salarié, ni d'un travail non salarié, disponible pour travailler et qui cherche un travail.

Ces personnes sont au nombre de 1 374 663. L'enquête de l'ONS révèle aussi que 72% de l'ensemble des chômeurs ont moins de 30 ans, 43,4% sont âgés de 16 à 24 ans et 31% de 20 à 24 ans.

Le chômage frappe d'abord les jeunes et est un chômage de première insertion et de longue durée. Tous ceux qui se posent encore des questions sur les raisons de la malvie et de la désespérance des jeunes Algériens trouvent ici l'essentiel de la réponse à leurs questions !

Des emplois créés précaires servent plus à gérer le chômage qu'à injecter du travail dans la fabrication de la croissance économique ; des Algériens laissés au bord de la route encore nombreux, bien nombreux ; une jeunesse, force vive, qui n'arrête pas de désespérer de son pays... malgré des efforts financiers de l'Etat sans précédent.

A l'évidence, il y a dans le réglage des politiques économiques des ratés difficiles à admettre pour ne pas dire inadmissibles.Reconstruire nos banques de données, réhabiliter structures et instruments de pilotage de l'économie, gérer les connaissances et les savoir-faire algériens disponibles dans et en dehors du pays. Tout cela est bien évidemment faisable pour peu qu'on mette fin à l'immobilisme et à la déqualification.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

LES PROMESSES QUI NE MANGENT PAS DE PAIN !

Al-Qaïda Maghreb dément formellement : «A Tadmaït, nous n'avons ciblé ni Tabou ni le FFS.»

Si même Al-Qaïda se met au Ni Ni…

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement vient d'en faire l'annonce : «Le projet de statut du journaliste sera finalisé avant la fin du premier semestre 2008.» Cette déclaration m'a plongé dans une profonde perplexité. Je dirai même plus, dans une perplexité profonde. A moins de souffrir de troubles de la mémoire graves, cette phrase, à l'identique, si l'on excepte l'année, je l'ai entendue prononcée par le prédécesseur de Boukerzaza. Et par le prédécesseur du prédécesseur de Boukerzaza. Je ne suis pas sûr à cent pour cent, mais il me semble bien l'avoir déjà entendue il y a près de trois décennies, lorsque, à peine débarrassé de mes boutons d'acné, j'entrais dans le saint du saint du journalisme de l'époque, le 20, rue de la Liberté. Tous ces messieurs et la madame en charges successives du secteur de la presse ont, sur le même ton de la promesse ferme, juré que le statut du journaliste était sur «le point final d'être finalisé définitivement et sur le point d'être incessamment sous peu soumis à l'approbation terminale». Instruit par le temps et par les taches de son qui se sont substituées à l'acné, je n'attendrai pas la fin du premier semestre 2008 pour vérifier si l'actuel ministre tiendra le calendrier qu'il annonce aujourd'hui. Très sincèrement, je pense que la presse algérienne, celle de la douleur, s'est faite, s'est aussi faite sans ce statut camisole que les pouvoirs successifs ont tenté de lui poser de force. Par contre, je serai assez tenté par l'élaboration d'un autre statut. Le statut des ministres qui s'engagent de manière datée à réaliser un truc, qui ne le réalisent pas et qui s'en vont ensuite, en sifflotant, les mains croisées dans le dos, le pas léger et le museau pointé vers un autre ministère ou une ambassade. C'est que c'est un métier ça, monsieur ! Et pas donné à n'importe qui ! Annoncer des projets de statuts qui n'aboutissent jamais, ça ne s'apprend pas au pied levé. C'est un art qui frise le sublime, la virtuosité. Uns science proche de la perfection. Rien que pour ça, il leur faut un statut. Par contre, pas de statue. Car je ne vois pas, en Algérie de terrain assez vaste pour y ériger toutes les statues dédiées à tous les ministres ayant pompeusement annoncé la finalisation d'un projet qui … n'a jamais vu le jour ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.